Zeitschrift: Rapport d'activité / Comité International de la Croix-Rouge

Herausgeber: Comité International de la Croix-Rouge

Band: - (1990)

Rubrik: Finances

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 20.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

FINANCES

Le coût total de toutes les activités du CICR s'est élevé à 441,3 millions de francs pour l'année 1990, soit légèrement moins (– 4%) que l'année précédente (458,9 millions). Ces chiffres comprennent la valeur des prestations en nature et services reçues et utilisées par le CICR pour un montant de 66,1 millions de francs.

DÉPENSES ET CHARGES *(y compris prestations en nature et services)*	**1990**	**1989**
	(en millions de francs suisses)	
Dépenses de la structure «siège»	98,8	91,0
Dépenses de la structure «terrain»	342,5	367,9
TOTAL	441,3	458,9

Distribution géographique des activités *(Figure 1, en page 112)*

Les activités du CICR en Afrique ont marqué une baisse assez sensible (– 26%) par rapport à l'année précédente (152,2 millions contre 204,9 millions en 1989). Ceci résulte moins d'une amélioration de la situation humanitaire, réelle pourtant dans quelques pays, que des blocages rencontrés dans certaines opérations importantes, comme au Sud-Soudan, par exemple.

On notera l'accroissement très sensible (+ 61%) des activités de la zone Europe, dû, en grande partie, à l'action du CICR en Roumanie. Les opérations du CICR en Asie ont également enregistré une augmentation (+ 6%) par rapport à 1989, en relation avec l'intervention au Sri Lanka et l'accroissement du taux d'activité en Afghanistan et au Cambodge.

Les événements qui se sont déroulés au Moyen-Orient — notamment dans la région du Golfe, dès le 2 août 1990, suite à l'entrée des troupes irakiennes au Koweït — ont entraîné, pour le CICR, un accroissement très important de ses opérations dans cette zone. Parallèlement, le processus de rapatriement des prisonniers de guerre entre l'Irak et l'Iran a nécessité le renforcement des effectifs du CICR dans ces deux pays. Enfin, les activités du CICR dans les territoires occupés par Israël ont également connu une augmentation de volume en 1990.

En Amérique latine, en revanche, le volume total des activités a connu une réduction de plus de 20% en relation avec le processus de paix intervenu dans des pays tels que le Nicaragua (– 50%), le Salvador (– 27%) et le Chili (– 20%).

Dépenses et charges par genre d'activité *(Figure 2, en page 113)*

Les obstacles rencontrés par le CICR dans ses opérations de secours matériels, notamment au Sud-Soudan, expliquent la baisse sensible de cette activité (131 millions en 1990 contre 178 millions en 1989). On constate en revanche un accroissement de 17% (de 78,7 millions en 1989 à 92,3 millions en 1990) dans les domaines de la protection et de l'Agence centrale de Recherches (visites et autres actions en faveur des prisonniers de guerre, des personnes déplacées ou internées).

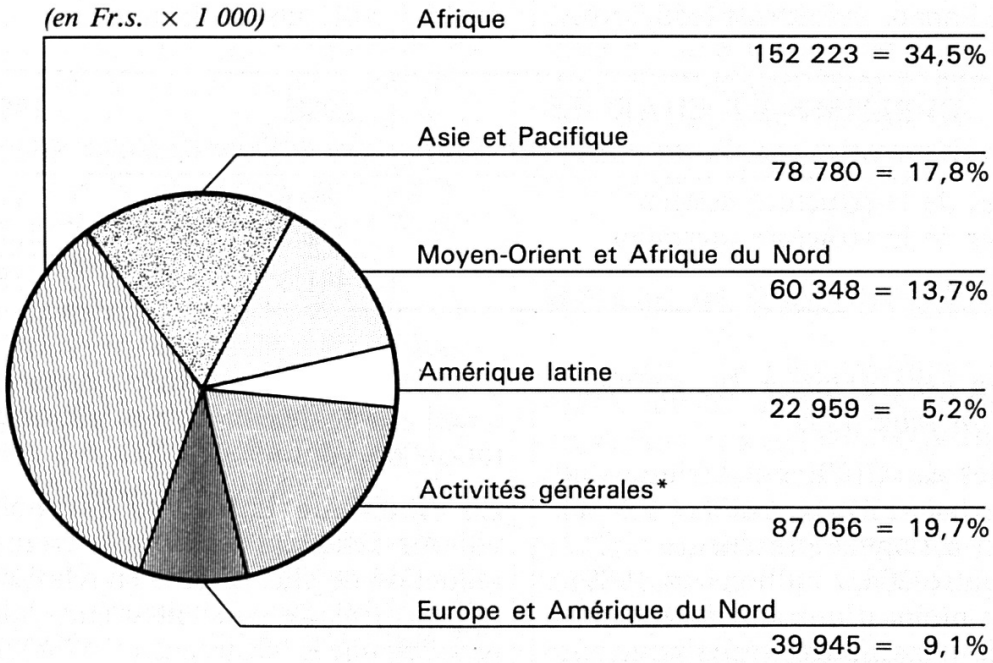
Les activités de développement et de diffusion du droit international humanitaire se sont poursuivies au même niveau qu'en 1989, pour une valeur de 18,4 millions de francs.

Quant aux activités de soutien et de gestion (24 millions et 14,2 millions respectivement), leur coût total a enregistré en

RÉPARTITION DES DÉPENSES PAR RÉGION EN 1990

(y compris dons en nature/services)

(Figure 1)



Total: 441,3 millions de Fr.s.

* Cette rubrique regroupe toutes les activités suivantes, lorsqu'elles sont exercées au siège ou à partir du siège du CICR:
- activités de protection des victimes de conflits (division de la Détention) et activités de l'Agence centrale de Recherches
- activités d'assistance médicale, matérielle et aide aux Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
- promotion et diffusion du droit international humanitaire, communication
- activités d'encadrement des opérations, de soutien et de gestion du CICR «siège» et «terrain» et charges spéciales hors budget.

1990 une augmentation de 9% par rapport à 1989, due notamment à la crise au Moyen-Orient.

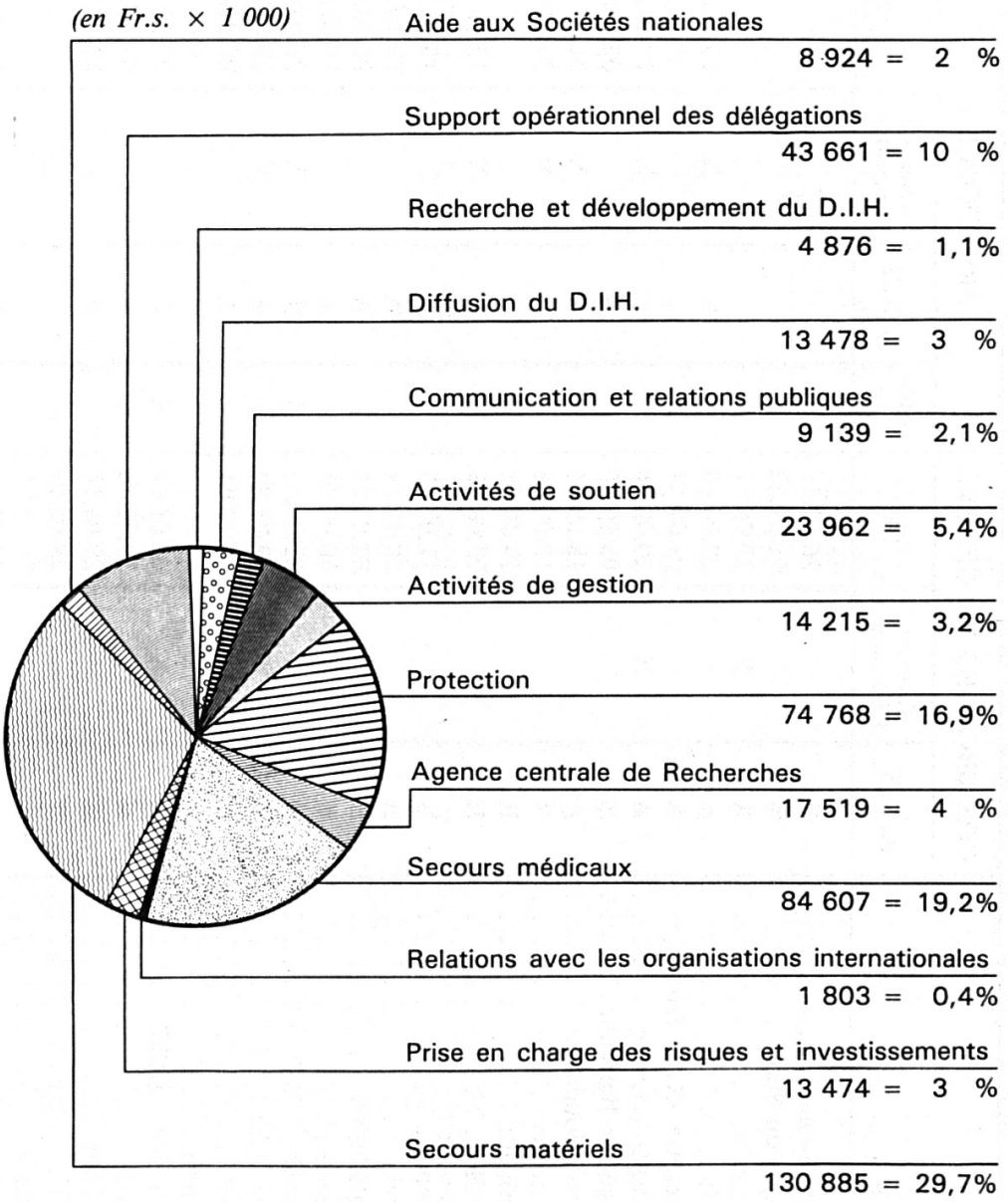
Ces deux postes qui représentent 39% des dépenses totales de la structure «siège» ont été affectés, comme tous les autres éléments de cette structure, par l'inflation qui a atteint 6% en Suisse en 1990. Cependant, le blocage des effectifs et une compression des autres dépenses ont permis de contenir les charges totales dans les limites d'un financement qui n'a progressé que de 1% depuis 1989 (de 100,6 millions à 102 millions en 1990).

Le financement des activités du CICR sur le terrain a enregistré un résultat sensiblement plus favorable qu'en 1989, puisque le découvert net en fin d'année a été ramené de −12,7 millions à −3,3 millions.

En effet, face à un besoin total de 289,2 millions [activités 1990 (276,5 millions) plus report 1989 (– 12,7 millions)] les recettes, complétées par un apport de 3 millions de la structure siège, ont atteint 285,9 millions. L'apport des donateurs aux activités «terrain» s'est accru de 26,2 millions en 1990, soit de plus de 10%.

Il n'en demeure pas moins que l'équilibre financier du CICR est à la merci de hausses imprévues et toujours brutales des opérations lors de situations d'urgence et qu'il reste donc essentiel de maintenir des provisions à la mesure des risques opérationnels affrontés.

RÉPARTITION DES DÉPENSES PAR GENRE D'ACTIVITÉ EN 1990
(Figure 2)



Total: 441,3 millions de Fr.s.

ÉTATS PARTIES AUX CONVENTIONS DE GENÈVE DU 12 AOÛT 1949 ET AUX DEUX PROTOCOLES ADDITIONNELS DU 8 JUIN 1977

Situation au 31 décembre 1990

PAYS	CONVENTIONS DE GENÈVE			PROTOCOLE I				PROTOCOLE II			
	A, R, S[1]	Réserves/ Déclarations	Date	Signa-ture	A, R, S[1]	Réserves/ Déclarations	Date	Signa-ture	A, R, S[1]	Réserves/ Déclarations	Date
Afghanistan	R		26.09.56								
Afrique du Sud	A		31.03.52								
Albanie	R	X	27.05.57								
Algérie	A		20.06.60		A[2]	X	16.08.89		A		16.08.89
Allemagne (Rép. féd.)	A		03.09.54	X				X			
Angola	A	X	20.09.84		A	X	20.09.84				
Antigua et Barbuda	S		06.10.86		A		06.10.86		A		06.10.86
Arabie Saoudite	A		18.05.63		A	X	21.08.87				
Argentine	R		18.09.56		A	X	26.11.86		A	X	26.11.86
Australie	R		14.10.58	X				X			
Autriche	R		27.08.53	X	R[2]	X	13.08.82	X	R	X	13.08.82
Bahamas	S		11.07.75		A		10.04.80		A		10.04.80
Bahrein	A		30.11.71		A		30.10.86		A		30.10.86
Bangladesh	S		04.04.72		A		08.09.80		A		08.09.80
Barbade	S		10.09.68		A		19.02.90		A		19.02.90
Belgique	R		03.09.52	X	R[2]	X	20.05.86	X	R		20.05.86
Belize	A		29.06.84		A		29.06.84		A		29.06.84
Bénin	S		14.12.61		A		28.05.86		A		28.05.86
Bhoutan											
Biélorussie (RSS)	R	X	03.08.54	X	R[2]		23.10.89	X	R		23.10.89
Bolivie	R		10.12.76		A		08.12.83		A		08.12.83
Botswana	A		29.03.68		A		23.05.79		A		23.05.79
Brésil	R		29.06.57								
Brunei											
Bulgarie	R	X	22.07.54	X	R		26.09.89	X	R		26.09.89
Burkina Faso	S		07.11.61	X	R		20.10.87	X	R		20.10.87
Burundi	S		27.12.71								

Cambodge	A		08.12.58								
Cameroun	S		16.09.63		A		16.03.84		A		16.03.84
Canada	R		14.05.65	X	R[2]		20.11.90	X	R		20.11.90
Cap-Vert	A		11.05.84								
Chili	R		12.10.50	X				X			
Chine	R	X	28.12.56		A	X	14.09.83		A		14.09.83
Chypre	A		23.05.62	X	R		01.06.79				
Colombie	R		08.11.61								
Comores	A		21.11.85		A		21.11.85		A		21.11.85
Congo	S		30.01.67		A		10.11.83		A		10.11.83
Corée (Rép.)	A	X	16.08.66[3]	X	R	X	15.01.82	X	R		15.01.82
Corée (Rép. dém. pop.).	A	X	27.08.57		A		09.03.88				
Costa Rica	A		15.10.69		A		15.12.83		A		15.12.83
Côte d'Ivoire	S		28.12.61	X	R		20.09.89	X	R		20.09.89
Cuba	R		15.04.54		A		25.11.82				
Danemark	R		27.06.51	X	R[2]	X	17.06.82	X	R		17.06.82
Djibouti	S		06.03.78[4]								
Dominique	S		28.09.81								
Egypte	R		10.11.52	X				X			
El Salvador	R		17.06.53	X	R		23.11.78	X	R		23.11.78
Emirats arabes unis	A		10.05.72		A	X	09.03.83		A	X	09.03.83
Equateur	R		11.08.54	X	R		10.04.79	X	R		10.04.79
Espagne	R		04.08.52	X	R[2]	X	21.04.89	X	R		21.04.89
Etats-Unis	R	X	02.08.55	X				X			
Ethiopie	R		02.10.69								
Fidji	S		09.08.71								
Finlande	R		22.02.55	X	R[2]	X	07.08.80	X	R		07.08.80
France	R		28.06.51						A	X[5]	24.02.84

[1] A = adhésions; R = ratifications; S = déclarations de succession.
[2] Etats ayant fait la déclaration d'acceptation préalable de la compétence de la Commission internationale d'établissement des faits. telle que prévue par l'article 90 du Protocole I. La déclaration d'acceptation de la Belgique a été faite le 27.03.87.
[3] Entrée en vigueur le 23.09.66, la Corée ayant invoqué les art. 62/61/141/157 (effet immédiat).
[4] Sauf Convention I, le 26.01.78.
[5] Déclaration relative au Protocole I.

ÉTATS PARTIES AUX CONVENTIONS DE GENÈVE DU 12 AOÛT 1949 ET AUX DEUX PROTOCOLES ADDITIONNELS DU 8 JUIN 1977

Situation au 31 décembre 1990

PAYS	CONVENTIONS DE GENÈVE			PROTOCOLE I				PROTOCOLE II			
	A, R, S[1]	Réserves/ Déclarations	Date	Signa-ture	A, R, S[1]	Réserves/ Déclarations	Date	Signa-ture	A, R, S[1]	Réserves/ Déclarations	Date
Gabon	S		26.02.65		A		08.04.80		A		08.04.80
Gambie	S		20.10.66		A		12.01.89		A		12.01.89
Ghana	A		02.08.58	X	R		28.02.78	X	R		28.02.78
Grèce	R		05.06.56	X	R		31.03.89				
Grenade	S		13.04.81								
Guatemala	R		14.05.52	X	R		19.10.87	X	R		19.10.87
Guinée	A		11.07.84		A		11.07.84		A		11.07.84
Guinée-Bissau	A	X	21.02.74		A		21.10.86		A		21.10.86
Guinée équatoriale	A		24.07.86		A		24.07.86		A		24.07.86
Guyana	S		22.07.68		A		18.01.88		A		18.01.88
Haïti	A		11.04.57								
Honduras	A		31.12.65	X				X			
Hongrie	R	X	03.08.54	X	R		12.04.89	X	R		12.04.89
Inde	R		09.11.50								
Indonésie	A		30.09.58								
Irak	A		14.02.56								
Iran	R		20.02.57	X				X			
Irlande	R		27.09.62	X				X			
Islande	A		10.08.65	X	R[2]	X	10.04.87	X	R		10.04.87
Israël	R	X	06.07.51								
Italie	R		17.12.51	X	R[2]	X	27.02.86	X	R		27.02.86
Jamahiriya arabe libyenne	A		22.05.56		A		07.06.78		A		07.06.78
Jamaïque	S		17.07.64		A		29.07.86		A		29.07.86
Japon	A		21.04.53								
Jordanie	A		29.05.51	X	R		01.05.79	X	R		01.05.79

Kenya	A		20.09.66							
Kiribati	S		05.01.89							
Koweït	A		02.09.67		A		17.01.85		A		17.01.85
Laos	A		29.10.56	X	R		18.11.80	X	R		18.11.80
Lesotho	S		20.05.68							
Liban	R		10.04.51							
Liberia	A		29.03.54		A		30.06.88		A		30.06.88
Liechtenstein	R		21.09.50	X	R[2]	X	10.08.89	X	R	X	10.08.89
Luxembourg	R		01.07.53	X	R		29.08.89	X	R		29.08.89
Madagascar	S		13.07.63	X				X			
Malaisie	A		24.08.62								
Malawi	A		05.01.68								
Maldives											
Mali	A		24.05.65		A		08.02.89		A		08.02.89
Malte	S		22.08.68		A[2]	X	17.04.89		A	X	17.04.89
Maroc	A		26.07.56	X				X			
Maurice	S		18.08.70		A		22.03.82		A		22.03.82
Mauritanie	S		27.10.62		A		14.03.80		A		14.03.80
Mexique	R		29.10.52		A		10.03.83				
Monaco	R		05.07.50								
Mongolie	A		20.12.58	X				X			
Mozambique	A		14.03.83		A		14.03.83				
Myanmar (ex-Birmanie)											
Namibie[3]	A		18.10.83		A		18.10.83		A		18.10.83
Nauru											
Népal	A		07.02.64								
Nicaragua	R		17.12.53	X				X			
Niger	S		16.04.64	X	R		08.06.79	X	R		08.06.79
Nigeria	S		09.06.61		A		10.10.88		A		10.10.88
Norvège	R		03.08.51	X	R[2]		14.12.81	X	R		14.12.81
Nouvelle-Zélande	R		02.05.59	X	R[2]	X	08.02.88	X	R		08.02.88

[1] A = adhésions; R = ratifications; S = déclarations de succession.
[2] Etats ayant fait la déclaration d'acceptation préalable de la compétence de la Commission internationale d'établissement des faits. telle que prévue par l'article 90 du Protocole I.
[3] Instruments d'adhésion déposés par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie.

ÉTATS PARTIES AUX CONVENTIONS DE GENÈVE DU 12 AOÛT 1949 ET AUX DEUX PROTOCOLES ADDITIONNELS DU 8 JUIN 1977

Situation au 31 décembre 1990

PAYS	CONVENTIONS DE GENÈVE			PROTOCOLE I				PROTOCOLE II			
	A, R, S[1]	Réserves/ Déclarations	Date	Signa-ture	A, R, S[1]	Réserves/ Déclarations	Date	Signa-ture	A, R, S[1]	Réserves/ Déclarations	Date
Oman	A		31.01.74		A	X	29.03.84		A	X	29.03.84
Ouganda	A		18.05.64								
Pakistan	R	X	12.06.51	X				X			
Panama	A		10.02.56	X				X			
Papouasie-Nouvelle-Guinée	S		26.05.76								
Paraguay	R		23.10.61		A		30.11.90		A		30.11.90
Pays-Bas	R		03.08.54	X	R[2]	X	26.06.87	X	R		26.06.87
Pérou	R		15.02.56	X	R		14.07.89	X	R		14.07.89
Philippines	R		06.10.52[3]	X					A		11.12.86
Pologne	R	X	26.11.54	X				X			
Portugal	R	X	14.03.61	X				X			
Qatar	A		15.10.75		A	X	05.04.88				
République Centrafricaine	S		01.08.66		A		17.07.84		A		17.07.84
République Dominicaine	A		22.01.58								
Roumanie	R	X	01.06.54	X	R		21.06.90	X	R		21.06.90
Royaume-Uni	R		23.09.57	X				X			
Rwanda	S		21.03.64		A		19.11.84		A		19.11.84
Saint-Kitts-et-Nevis	S		14.02.86		A		14.02.86		A		14.02.86
Saint-Marin	A		29.08.53	X				X			
Saint-Siège	R		22.02.51	X	R	X	21.11.85	X	R	X	21.11.85
Saint-Vincent-et-Grenadines	A		01.04.81		A		08.04.83		A		08.04.83
Sainte-Lucie	S		18.09.81		A		07.10.82		A		07.10.82
Salomon	S		06.07.81		A		19.09.88		A		19.09.88
Samoa occidental	S		23.08.84		A		23.08.84		A		23.08.84
São Tomé e Principe	A		21.05.76								
Sénégal	S		23.04.63	X	R		07.05.85	X	R		07.05.85

Seychelles	A		08.11.84		A		08.11.84		A		08.11.84
Sierra Leone	S		31.05.65		A		21.10.86		A		21.10.86
Singapour	A		27.04.73								
Somalie	A		12.07.62								
Soudan	A		23.09.57								
Sri Lanka	R		28.02.59[4]								
Suède	R		28.12.53	X	R[2]	X	31.08.79	X	R		31.08.79
Suisse	R		31.03.50	X	R[2]	X	17.02.82	X	R		17.02.82
Suriname	S	X	13.10.76		A		16.12.85		A		16.12.85
Swaziland	A		28.06.73								
Syrie	R		02.11.53		A	X	14.11.83				
Tanzanie	S		12.12.62		A		15.02.83		A		15.02.83
Tchad	A		05.08.70								
Tchécoslovaquie	R	X	19.12.50	X	R		14.02.90	X	R		14.02.90
Thaïlande	A		29.12.54								
Togo	S		06.01.62	X	R		21.06.84	X	R		21.06.84
Tonga	S		13.04.78								
Trinité-et-Tobago	A		24.09.63[5]								
Tunisie	A		04.05.57	X	R		09.08.79	X	R		09.08.79
Turquie	R		10.02.54								
Tuvalu	S		19.02.81								
Ukraine (RSS)	R	X	03.08.54	X	R[2]		25.01.90	X	R		25.01.90
URSS	R	X	10.05.54	X	R[2]		29.09.89	X	R		29.09.89
Uruguay	R	X	05.03.69		A[2]		13.12.85		A		13.12.85
Vanuatu	A		27.10.82		A		28.02.85		A		28.02.85
Venezuela	R		13.02.56								
Viet Nam	A	X	28.06.57	X	R		19.10.81				
Yémen (Rép.)	A		16.07.70	X	R		17.04.90	X	R		17.04.90
Yougoslavie	R	X	21.04.50	X	R	X	11.06.79	X	R		11.06.79
Zaïre	S		20.02.61		A		03.06.82				
Zambie	A		19.10.66								
Zimbabwe	A		07.03.83								

[1] A = adhésions; R = ratifications; S = déclarations de succession.
[2] Etats ayant fait la déclaration d'acceptation préalable de la compétence de la Commission internationale d'établissement des faits. telle que prévue par l'article 90 du Protocole 1.
[3] Sauf Convention I, ratifiée le 07.03.51.
[4] Sauf Convention IV, dont l'adhésion date du 23.02.59 (Sri Lanka n'avait signé que les Conventions I. II et III).
[5] Sauf Convention I, dont l'adhésions date du 17.05.63.